

Diplomatie et grands contrats  
L'État français  
et les marchés extérieurs au xx<sup>e</sup> siècle

Laurence Badel

*Ouvrage publié avec le concours  
du Conseil scientifique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

# Table des matières

Remerciements	6
Introduction	7
<b>Chapitre 1 — L'État face aux difficultés du commerce extérieur français au début du xx<sup>e</sup> siècle</b>	<b>17</b>
L'inadaptation croissante de la France dans la compétition internationale	19
<i>La présence active d'une minorité d'entreprises à l'étranger</i>	19
« L'état inorganique du commerce français »	21
L'engagement étatique au service des entreprises	26
<i>Le rôle premier des consulats     dans l'information économique extérieure de l'État</i>	27
<i>Laiguillon constitué par les chambres de commerce</i>	31
<i>La montée en puissance du ministère du Commerce et de l'Industrie     à l'orée du xx<sup>e</sup> siècle</i>	33

## Aux racines du dispositif

<b>Chapitre 2 — Les fondements du dispositif public : informer et garantir</b>	<b>39</b>
Les leçons de l'expérience britannique	41
<i>Traditions culturelles et réponses administratives</i>	41
<i>Les influences britanniques sur le dispositif français</i>	49
La rupture de l'unité d'action de la politique extérieure	53
<i>Les réformes inabouties du Quai d'Orsay</i>	53
<i>Le transfert des attachés commerciaux     au ministère du Commerce et de l'Industrie</i>	55
<i>La proposition Seydoux : l'occasion manquée</i>	59
Le premier essor du dispositif français	62
<i>Un État moteur de l'action commerciale extérieure</i>	62
<i>L'extension du réseau de l'information sur les marchés extérieurs</i>	66
<i>La naissance de l'assurance-crédit d'État</i>	75

Chapitre 3 — Une diplomatie commerciale entre concertation et dirigisme (1919-1945)	83
La confirmation d'une pratique néocorporatiste	84
<i>La recherche de la « compétence »</i>	84
<i>L'influence persistante de la chambre de commerce de Paris sur le dispositif public</i>	87
La revendication des fonctions régaliennes par le ministère du Commerce et de l'Industrie	90
<i>La position de principe du Quai d'Orsay : Messidor an VII</i>	90
<i>Limites de la concertation, mais entente sur les finalités libérales de la politique commerciale</i>	95
Les effets du dirigisme	104
<i>Le renforcement de la tutelle étatique</i>	104
<i>Les effets de la mobilisation économique et de la guerre sur l'appareil économique d'État</i>	111
<i>Les reclassements au sein de la machine diplomatique française de 1940 à 1944</i>	116

## La mobilisation de l'État au service de l'exportation

Chapitre 4 — La naissance de diplomates économiques après 1945	129
La querelle fondatrice sur la représentation de la France à l'étranger	130
<i>La dissociation des fonctions d'élaboration et d'exécution de la politique économique extérieure</i>	130
<i>La représentation de la France au sein des premières instances économiques internationales</i>	133
De nouvelles centrales tournées vers l'international	137
<i>L'engagement de la direction des finances extérieures en faveur de l'Europe</i>	137
<i>La direction motrice de l'internationalisation des entreprises : la DREE</i>	138
<i>La naissance d'une grande direction économique au Quai d'Orsay</i>	144
Au service des entreprises françaises : une manière nouvelle de servir à l'étranger	147
<i>L'homogénéisation du recrutement et la naissance d'un nouveau corps de fonctionnaires</i>	148

<i>L'enjeu de la réouverture de postes dans les pays à devises fortes</i>	159
<i>Enjeux commerciaux et politiques en RFA et en URSS</i>	162
<b>Chapitre 5 — Des modes d'intervention étatique inédits (1945-1960)</b>	165
Une demande d'État forte et contrastée	167
<i>Une libération modulée des échanges</i>	167
<i>L'accompagnement sur le terrain</i>	174
<i>L'observation des concurrents étrangers</i>	177
<i>Le poids nouveau de la guerre froide</i>	180
La mise en œuvre de nouvelles techniques de crédit	182
<i>La naissance de la COFACE</i>	184
<i>L'aménagement du crédit fournisseur en 1949</i>	186
L'essor de l'assistance technique aux pays en voie de développement	189
<i>La participation aux programmes internationaux</i>	190
<i>Le développement des programmes bilatéraux</i>	192
<b>Chapitre 6 — La diplomatie éclatée</b>	197
La normalisation des affaires économiques extérieures du ministère (1962-1969)	197
<i>La suppression du secrétariat d'État aux Affaires économiques</i>	198
<i>La suppression de la direction des finances extérieures</i>	200
Les services extérieurs en charge de la diplomatie économique du pays	203
<i>Les fonctions régaliennes des attachés financiers</i>	204
<i>Le « Maître Jacques de l'exportation »</i>	205
<i>L'absorption du personnel de la France d'outre-mer</i>	212
L'impact de la décolonisation sur l'appareil administratif	215
<i>La coopération au service de l'expansion</i>	216
<i>Le transfert au quai Branly de l'assistance technique à caractère économique</i>	218
L'objectif du redéploiement inscrit dans le rapport Jeanneney de 1963	227
<i>L'inscription directe des crédits de l'assistance technique économique au budget du ministère des Finances</i>	231

## Vendre, une nouvelle fonction diplomatique

Chapitre 7 — Les fondements financiers de la politique des grands contrats	241
La réponse française face à une concurrence internationale avivée	242
<i>La loi de finances du 13 août 1960</i>	244
<i>Débuts et institutionnalisation du « mixage » des crédits</i>	248
Le Chili, 1 <sup>er</sup> exemple historique de « mixage » des crédits, le 2 août 1961	249
Le 1 <sup>er</sup> protocole mexicain du 21 juin 1963	254
L'échec du protocole espagnol du 23 novembre 1963	254
Le pouvoir administratif sur les grands contrats	257
<i>Le rôle du « Comité des directeurs »</i>	258
<i>Le mécanisme des commissions versées à l'étranger</i>	261
<i>L'introduction de la procédure des crédits acheteurs</i>	263
Premier essor des nouvelles procédures	269
<i>L'allongement des crédits à l'URSS (1964)</i>	270
<i>L'allongement généralisé de la durée des crédits</i>	272
 Chapitre 8 — L'expansion au service de la « grandeur » ? (1960-1978)	 275
Les outils de la grandeur dans le domaine commercial	276
<i>La mobilisation des partenaires privés</i>	277
<i>La régionalisation du dispositif public français</i>	281
<i>La création d'un secrétariat au Commerce extérieur</i>	285
Les modalités de la guerre froide économique française	290
<i>La participation de la France au COCOM</i>	290
<i>Les modalités de la normalisation :</i> <i>prudence étatique, impulsion privée</i>	294
<i>La place des acteurs non gouvernementaux dans le commerce     avec l'Europe de l'Est</i>	300
Le rôle de défricheur des banques	300
Les sociétés commerciales et les entreprises, acteurs de la pénétration française en Chine	306
Le CNPF, acteur du rapprochement Est-Ouest	311

Les voies nouvelles de l'influence	319
<i>L'entreprise publique, vecteur d'influence : le cas de Renault</i>	320
<i>Les vecteurs culturels traditionnels au service du commerce</i>	322
<i>Les grandes manifestations commerciales</i>	327
Chapitre 9 — La coopération, une déclinaison du « néobilatéralisme »	333
La genèse de la coopération : le rapprochement avec les pays de l'Est	335
<i>La définition des cadres de la coopération avec l'Union soviétique</i>	338
<i>« Déchopiniser » la relation avec la Pologne</i>	344
Les caractéristiques du « néobilatéralisme »	349
<i>Le contournement des contraintes communautaires</i>	351
<i>Le renforcement de la puissance publique :</i> <i>le poids comparé des acteurs gouvernementaux</i>	355
<i>La pérennisation du secrétariat d'État au Commerce extérieur</i>	361
Le choix des « pays cibles » de la coopération	363
<i>La continuité de la politique de coopération avec l'URSS</i>	365
L'apogée de 1976 et la remise en cause engendrée par le Consensus	365
L'Afghanistan ? <i>Business as usual</i>	370
<i>L'intensification de la politique polonaise</i>	373
<i>L'Iran : un pays brièvement « prioritaire » (1974-1979)</i>	380
<i>Les relations privilégiées avec l'Afrique du Sud (1963-1981)</i>	389

## Le changement de siècle

Chapitre 10 — Vers le démantèlement du dispositif clémentélien : contraintes externes, attaques internes	399
La régulation internationale des systèmes de financement des exportations	400
<i>Les règles de l'Union de Berne (1953)</i>	400
<i>Le démarrage de la réglementation communautaire     dans les années 1960</i>	400
<i>La genèse et l'adoption du Consensus</i>	409
L'Arrangement de 1974	410
L'établissement du Consensus	412

La remise en cause globale du système en France	414
<i>Les premières réformes du dispositif</i>	415
<i>La réforme du financement de l'économie         conduite par Pierre Bérégovoy</i>	423
Vers la reconfiguration du réseau d'information économique	424
<i>La reconnaissance statutaire des conseillers commerciaux         par Raymond Barre</i>	424
<i>La coexistence des réseaux du Trésor et de la DREE</i>	428
Chapitre 11 — Vers une diplomatie commerciale d'inspiration libérale	433
Sous le sceau de la réforme de l'État	435
<i>Le rapport Picq</i>	436
<i>La réforme de la Coopération</i>	437
<i>La naissance des services économiques</i>	441
Le démantèlement du dispositif de la Libération	443
<i>La fin de la DREE</i>	443
<i>L'extinction du corps de l'Expansion économique à l'étranger</i>	445
<i>Le délestage des fonctions commerciales</i>	446
Conclusion	451
Annexes	453
Sources	463
Orientations bibliographiques	471
Index des personnes	483
Index des institutions publiques	493
Index des institutions privées	503